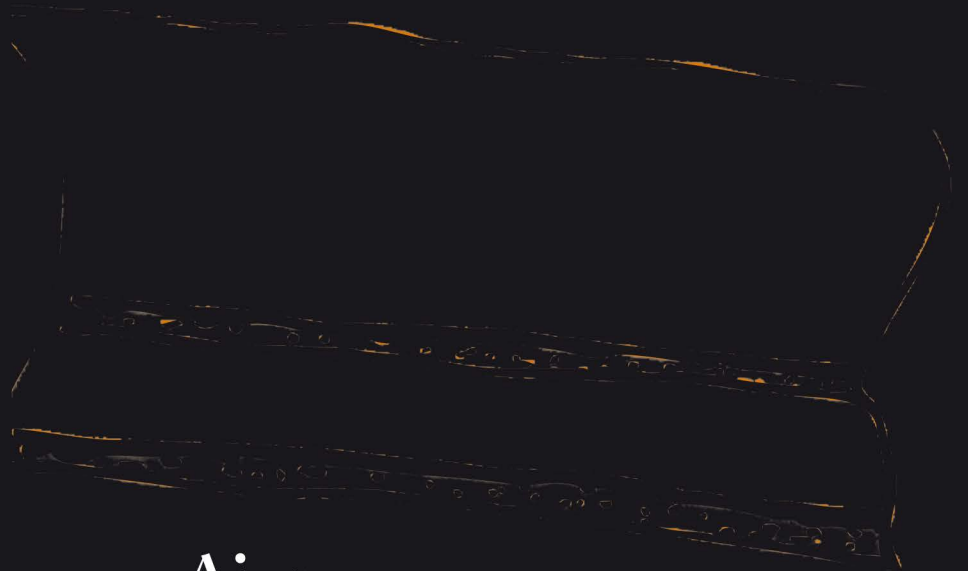


REVUE ARCHÉOLOGIQUE DE PICARDIE

Trimestriel ~ N° 3 - 4 ~ 2007



Aisne

*Occupation du Weichselien
ancien à Courmelles*

Oise

*La "collection Lesobre"
de Vendeuil-Caply*

Somme

*La tabletterie d'une insula
d'Amiens antique*

COMPTE-RENDU SUR L'ATELIER D'ARCHÉOLOGIE URBAINE EN PICARDIE (Université de Picardie Jules Verne, le 11 mai 2007, Amiens)

Bruno DESACHY *

Le premier atelier d'archéologie urbaine en Picardie a eu lieu le 11 mai à Amiens, accueilli par le Laboratoire d'histoire et d'archéologie de l'université de Picardie (Philippe Racinet, Sandrine Mouny), animé par Bruno Desachy (Ministère de la Culture, SDArchEtIS, département Recherches Méthodes Expertise) et Dominique Gemehl (Institut National des Recherches Archéologiques Préventives), avec la participation du Centre national d'archéologie urbaine, du SRA Picardie, de l'INRAP et des services archéologiques de collectivités.

Cette rencontre s'inscrit dans la suite du bilan inter-institutionnel de la recherche archéologique en Picardie, présenté les 21 et 22 mars 2005 à Amiens (publié dans le n° 3 / 4 2005 de la revue archéologique de Picardie) ; et plus précisément dans la proposition du rapport sur l'archéologie urbaine contenu dans ce bilan, de promouvoir les échanges méthodologiques et les travaux de synthèse sur les sites urbains picards.

Les participants (une trentaine environ) étaient représentatifs des différentes composantes de la recherche archéologie urbaine régionale : SRA (avec la présence du conservateur régional Jean-Luc Collart), universitaires et étudiants, INRAP, et services de collectivités. Du point de vue des pôles de recherche, cet atelier était aussi une occasion de rencontre entre chercheurs de l'EA 3301 (Amiens), et chercheurs ou doctorants de l'UMR 8164 (HALMA, Lille) et de l'UMR 7041 (ArScAn, Nanterre).

La *première intervention, du Centre national d'archéologie urbaine de Tours* (Marie Cerruti, Bruno Desachy, Corinne Guilloteau), apportait un point de vue national, avec la présentation des bulletins et bilans annuels issus des bases de données du Centre (opérations urbaines et bibliographie), et de la série des Documents d'évaluation du patrimoine archéologique des villes de France (DEPAVF).

Il était en effet utile de rappeler, notamment aux étudiants présents, l'existence de ces outils, mis à contribution lors de la réalisation du bilan de 2005 sur la recherche archéologique en Picardie. La présentation comportait un « zoom » sur la situation picarde, permettant d'actualiser ce bilan avec les derniers chiffres disponibles.

Atelier d'archéologie urbaine en Picardie.

L'intervention a suscité des questions sur l'avenir et l'informatisation des DEPAVF et sur les possibilités d'accès aux bases du CNAU, dont la mise en ligne est attendue. Outre les bilans et bulletins annuels sur papier, il est actuellement possible d'effectuer des recherches documentaires au CNAU (ce qui a été le cas pour le travail de Quentin Borderie présenté à la suite). Quant aux DEPAVF, l'intérêt d'étendre la série en incluant des cas d'évolution urbaine actuellement non ou peu représentés a été évoqué, concernant les sites témoignant du passage du réseau des agglomérations secondaires gallo-romaines au « deuxième réseau » médiéval (villes non épiscopales) par « glissement » géographique de faible ampleur, dont les modalités sont certainement plus complexes que celles du simple abandon à la fin de l'Antiquité suivi de la naissance *ex-nihilo* d'un bourg au Moyen Âge. Des questions de ce type se posent en Picardie notamment pour Vendeuil-Caply ou Château-Thierry (pour ne citer que des sites bénéficiant actuellement d'un véritable suivi archéologique).

Contribuant lui aussi à une mise en contexte plus large des sites urbains picards, *Quentin Borderie* (doctorant à Paris I, UMR ArScAn) a ensuite présenté sa *thèse en cours sur le Haut Moyen Âge urbain et les « terres noires »*, ces niveaux sombres peu lisibles qui caractérisent les stratifications urbaines de cette période. Ce thème a fait l'objet de recherches en France depuis une dizaine d'années, c'est-à-dire depuis que l'accumulation des informations issues des premières fouilles urbaines importantes a fait surgir, par contraste avec les vestiges antérieurs et postérieurs, une lacune dans la compréhension de l'occupation et de l'organisation urbaine du Haut Moyen Âge. Des analyses géo-archéologiques et des études fines du processus de formation de ces sédiments ont été entreprises. Le travail exposé suit une voie complémentaire à cette étude « intrinsèque » de ces sédiments : celle de l'étude de leur répartition.

L'outil majeur, permettant en particulier d'exploiter la documentation existante, est la mise en place d'un SIG. Celle-ci suppose un travail préalable de conceptualisation de l'information, des catégories de données mobilisées, de leurs relations, de leur spatialisation. L'outil peut alors être

employé à plusieurs échelles : au niveau des unités stratigraphiques avec l'étude de répartition interne des éléments constitutifs des sédiments qualifiés de « terres noires » (travail en cours à Metz), au niveau du site urbain, et au niveau du réseau urbain avec l'étude comparative des sites documentés (le champ de la thèse s'étendant au Bassin Parisien et à ses marges).

Parmi les premiers résultats, il faut noter d'une part la mise en évidence d'espaces urbains non concernés par les terres noires qui, par ailleurs, relèvent d'interprétations fonctionnelles et culturelles spécifiques. C'est le cas (outre les constructions religieuses monumentales) d'espaces liés aux remparts : sur les sites où il a été observé, le remblai interne au mur du Bas Empire semble avoir été préservé de la mise en place de « terres noires » (Noyon, Evreux). D'autre part, dans la masse des « terres noires », des traces d'aménagement (alignements de pierres, fosses, trous de poteaux...) ont été parfois observées, mais « flottantes » et éparses, mal situables stratigraphiquement et fonctionnellement. Or, même si ces vestiges restent peu interprétables à l'échelle de chaque observation, la recension de ces observations sur plusieurs sites urbains fait apparaître une densité significativement différentielle. En effet, la présence de ces vestiges structurés est plus forte à proximité d'axes de voirie attestés historiquement et/ou confirmés archéologiquement, et décroissante en s'éloignant perpendiculairement de ces axes (Paris, Noyon).

Ces premiers résultats confirment, sur la base d'un dépouillement systématique de la documentation, que ces « terres noires », loin de témoigner nécessairement d'un abandon ou d'une réutilisation agricole de l'espace urbain (comme on le supposait fréquemment il y a quelques années), masquent bien une véritable occupation ; celle-ci correspondant plutôt aux « fonctions » urbaines jusqu'à présent déficitaires dans la documentation archéologique sur la ville du Haut Moyen Âge : c'est à dire principalement l'habitat, l'artisanat et les activités commerciales.

L'intervention suivante (Valérie Burban-Col - SRA Picardie, cellule carte archéologique ; Bruno Desachy) faisait aussi référence aux SIG, mais sous l'angle plus technique des *outils de géoréférencement*. Le report des plans anciens sur le plan cadastral actuel est la base de tout le travail d'analyse cartographique régressive, indispensable à l'approche archéologique du site urbain. Les outils informatiques de géoréférencement permettent d'effectuer de façon aisée et rigoureuse ce type de traitement, qui peut comporter un redressement géométrique des documents anciens numérisés. Les documents géoréférencés obtenus et enregistrés sous des formats courants (Tiff, Jpeg) peuvent ensuite être utilisés notamment pour des visualisations superposées, non seulement dans un logiciel spécialisé de SIG, mais aussi (pour peu

que des indications visibles de géoréférencement – croix de quadrillage Lambert par exemple – aient été intégrées au document) à l'aide de logiciels graphiques courants type *Photoshop* ou *Illustrator*.

Ces derniers types de logiciel sont (pour l'instant) plus fréquents chez les archéologues et plus accessibles que les produits professionnels de SIG et de géoréférencement. Aussi, le but de cette intervention de la cellule carte archéologique du SRA était, d'une part, d'exposer, à l'intention des étudiants et des collègues ne disposant pas de logiciels de SIG, ces opérations de géoréférencement (sur l'exemple des plans cadastraux actuel et début XIX^e siècle de Noyon) et, d'autre part, de proposer une procédure de soutien technique et de partage de l'information : dans le cas d'une recherche réelle engagée sur la topographie historique d'une ville, et lorsque le chercheur s'est procuré les plans anciens et le plan cadastral de référence actuel, la numérisation et le géoréférencement des ces plans peuvent être effectués au SRA (sous réserve du temps disponible) avec les outils de la cellule archéologique, par convention avec le SRA ; convention se traduisant par un jeu de documents géoréférencés remis au chercheur, et un jeu conservé par le SRA (avec copie au CNAU), enrichissant ainsi la cartothèque numérique régionale (dans le cas de services de collectivité non encore équipés de SIG, c'est aussi une façon d'appliquer la coopération en matière de carte archéologique prévue par la loi).

Après ces trois présentations transversales, les interventions suivantes concernaient chacune un site urbain picard.

L'intervention sur *Amiens* (Dominique Gemehl) ne s'est pas attardée sur les résultats proprement dits des fouilles récentes, mais, dans l'esprit de l'atelier, visait à attirer l'attention sur les déficits de l'archéologie urbaine locale, en soulignant les questions en suspens et les axes de recherche à développer en priorité.

Malgré l'absence de service de collectivité, Amiens bénéficie d'un suivi régulier depuis plusieurs décennies. Et on peut insister sur le fait que, ces dernières années, c'est grâce à la combinaison de l'implication personnelle de l'agent du SRA en charge des dossiers amiénois et d'une relative stabilité des équipes de terrain. Avec pour résultats, concernant la ville antique, une connaissance de la topographie qui a atteint le stade d'une véritable « modélisation » du site urbain, intégrant toutes les données connues et, par rapport à laquelle la problématique des diagnostics et fouilles peut être précisément fixée et choisie. En revanche, la connaissance de la ville médiévale n'est encore qu'au stade de l'élaboration : encore peu documentée sur le plan de l'archéologie de terrain (particulièrement pour les premiers siècles du Moyen Âge), un important gisement documentaire existe néanmoins (archives bien conservées, chose



Fig. 1 - Beauvais (Oise) : vue de la fouille, boulevard de l'Assaut (*Ville de Beauvais-service archéologique*).

notable pour la région, les archives de beaucoup d'autres sites urbains ayant été largement détruites lors des deux guerres du siècle dernier), qui a fait l'objet de travaux d'historiens, mais pas toujours aboutis ni systématiquement exploités du point de vue archéologique. Pour arriver à un « modèle urbain » en intégrant toutes les données disponibles et permettant une appréhension précise de la topographie urbaine jusque dans ses aspects sociaux (identité et/ou statut des habitants occupant successivement un espace urbain à fouiller ou diagnostiquer par exemple), chose *a priori* possible à partir du bas Moyen Âge vu le potentiel de ces archives, un gros travail est nécessaire. Ce travail est à mener de façon continue, soutenu par une véritable équipe. Il n'est pas réalisable dans le contexte d'opérations préventives au coup par coup, même si une esquisse d'outil est en cours d'élaboration dans le cadre de chantiers récents : la recension des plans anciens et documents historiques susceptibles de renseigner la topographie historique de la ville. Un appel à collaboration avec les sections d'histoire et archéologie médiévales de l'*Université de Picardie Jules Verne* est donc lancé pour que, dans le cadre des ateliers d'archéologie urbaine, soient initiées de véritables recherches sur la topographie historique de ce site.

La présentation d'Hélène Dulauroy-Lynch (archéologue municipale) sur *Noyon* consistait en un état des connaissances archéologiques sur l'enceinte urbaine (rempart et fossé) médiévale et moderne, à partir de plusieurs sources : l'analyse et de la superposition des cadastres actuel et ancien (après géoréférencement - cf. deuxième intervention) qui permettent d'en suivre le tracé ; le repérage des traces encore existantes, englobées dans la topographie, la voirie et le bâti actuel ; et l'apport des interventions archéologiques qui révèlent les techniques constructives et leurs variations, en particulier l'évolution de la structure qui, dans son dernier état, comprenait une large levée de terre contenue entre la courtine maçonnée et un mur de soutènement côté intérieur.

Cette présentation était aussi l'occasion de montrer l'intérêt des petites opérations de diagnostic urbain, là encore quand elles concernent un site urbain régulièrement suivi : les informations ainsi acquises, très partielles au niveau de chaque opération, peuvent alors prendre sens par leur confrontation entre elles et avec d'autres sources.

L'intervention de François Blary (ancien archéologue municipal, maître de conférence à

l'université de Picardie) sur *Château-Thierry* présentait à la fois un exemple de méthode, et des résultats spectaculaires. Le dépouillement d'actes et documents d'archives non cartographiques, mais contenant des éléments textuels de localisation d'éléments et d'espaces urbains (« dans tel quartier... », « ... tenant à la maison d'untel... »), permet d'établir un graphe de situation relative de ces espaces. Puis, en s'appuyant sur des éléments dont la localisation est connue (voiries par exemple), il est possible de réinscrire cette localisation relative dans la topographie urbaine, sur plan. Cette méthode, dans la lignée des travaux menés par Alain Saint-Denis à Laon, appliquée à Château-Thierry à des documents du XIII^e et du XIV^e siècle, a permis la localisation d'une halle, et surtout, à proximité de celle-ci, de « La Juierie », quartier situé hors les murs.

Un retour à l'observation archéologique s'est alors révélé fécond : le réexamen des constructions médiévales conservées dans le bâti existant permet de proposer des hypothèses de restitution de la halle et de poser l'hypothèse d'identification d'une synagogue dans « La Juierie ». Résultats d'autant plus intéressants que les communautés juives au Moyen Âge restent peu connues archéologiquement (malgré les exemples célèbres de Rouen et, plus récemment, de Lagny ; mais dans ce dernier cas, l'identification du bâtiment révélé par la fouille comme synagogue reste sujet à discussion pour François Blary).

La dernière présentation était celle de la ville de *Laon* par Jean-Pierre Jorrand (archéologue municipal). Le site – ville épiscopale médiévale, dont l'origine gallo-romaine est certaine mais reste peu documentée – connaît une évolution topographique particulière marquée par sa situation, perchée au sommet d'une butte témoin. Cela a notamment eu pour conséquence une stratification archéologique d'épaisseur moindre que dans d'autres sites urbains (1 à 2 m d'épaisseur au maximum). En effet, à la différence de ces autres sites, Laon ne s'est pas pleinement comporté comme un bassin de sédimentation anthropique : les gravats générés par les destructions et reconstructions, au lieu d'être nivelés sur place et d'entraîner ainsi une montée importante du niveau du sol, pouvaient être rapidement évacués et déversés sur les versants. Ces versants constituaient, par ailleurs, des espaces en grande partie occupés au Moyen Âge ; mais là non plus la stratification archéologique n'a pu se constituer « normalement », l'érosion liée à la pente ayant emporté la plupart des vestiges.

Le potentiel archéologique et documentaire de l'espace urbanisé ancien de Laon reste néanmoins important, comme le montrent les fouilles récentes.

L'auteur

* Bruno DESACHY, 29 rue les Boulets, F - 75011 PARIS;

Là encore, le suivi régulier, et surtout le croisement des résultats de terrain et de l'exploitation et de la documentation ancienne constituent un apport précieux. Ainsi une intervention archéologique limitée a permis il y a quelques années de « recalculer » l'abbaye médiévale du Sauvoir (dans la ville basse), connue par des plans anciens mais jusqu'alors mal située dans la topographie actuelle. Concernant cette documentation ancienne, une perspective de recherche prometteuse pour la topographie historique porte sur les procès-verbaux d'estimation de biens nationaux à la Révolution, conservés en grand nombre et qui contiennent de nombreuses descriptions et indications de situation.

Les discussions ont, dans l'ensemble, pointé le fait que l'étude des sites urbains nécessite pour être efficace un suivi permanent (service de collectivité, équipe INRAP « stabilisée » ou spécialisée sur une ville...), et qu'il faut donc favoriser le maintien et la mise en place d'équipes de ce type.

D'autre part les participants ont proposé, à court terme, la mise en place d'un groupe de travail commun sur l'exploitation topographique des documents d'archive, en vue de résultats du type de ceux exposés sur Château-Thierry. Globalement, la poursuite de l'atelier lors de la prochaine année universitaire est apparue souhaitable.

Par la variété des participants, des interventions – certaines, sur des recherches en cours, annonçant de futurs articles – et par les thèmes de recherche et projets que les discussions ont fait surgir, ce premier atelier n'apparaît pas trop éloigné des objectifs qui étaient les siens. Il contribue à montrer, à la base, que l'activité en archéologie urbaine est moins désordonnée ou éparse qu'une lecture brute des statistiques nationales d'opérations en milieu urbain pourrait le laisser penser : elle se concentre, en fait, sur un nombre réduit de sites, mais sur lesquels un suivi régulier depuis deux décennies ou plus permet d'intégrer les opérations ponctuelles dans des réflexions de synthèse sur le site urbain, plus ou moins abouties suivant les cas, mais toujours présentes (après les deux DEPAVF sur Compiègne et Soissons, un exemple particulièrement développé de cette réflexion de synthèse est la publication prévue de la thèse de François Blary sur Château-Thierry). Ce constat de l'existence et de l'enracinement – limité mais réel – d'une archéologie portée par des acteurs locaux qui tend réellement à être « de » la ville et non plus seulement « dans » la ville, n'est certainement pas propre à la Picardie ; le mouvement actuel de rencontres et réunions sur ce thème dans les régions voisines (à Tours en mars, à Melun en mai pour ne citer que les plus récents) en témoigne.